

<https://www.elcorreo.eu.org/Nicaragua-Washington-se-mobilise-pour-Enrique-Bolanos>

Nicaragua Washington se mobilise pour Enrique Bolaños

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : vendredi 7 octobre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Washington a envoyé cette semaine un émissaire au Nicaragua pour venir au secours du président Enrique Bolanos, affaibli par l'opposition majoritaire au Congrès, et tenter d'empêcher un retour possible au pouvoir des Sandinistes, l'ancienne guérilla marxiste.

Par Blanca Morel

AFP. Managua, le vendredi 7 octobre 2005

[Leer en español](#)

Pendant deux jours, le sous-secrétaire d'État américain Robert Zoellick a multiplié les réunions avec les acteurs politiques afin de remettre de l'ordre au sein de la droite nicaraguayenne à un an de la présidentielle, prévue fin 2006.

Pour réunifier le Parti libéral constitutionnaliste (PLC, droite), Zoellick a plaidé pour la mise à l'écart de son chef, Arnoldo Aleman, condamné en décembre 2003 à 20 ans de prison pour détournement de fonds publics. D'abord fidèle allié, Arnoldo Aleman a ensuite été abandonné par Washington lorsque les affaires de corruption l'ont rattrapé.

Aleman est en liberté conditionnelle depuis peu, sur décision de la justice nicaraguayenne, contrôlée par son parti le PLC et les Sandinistes. La mesure a été largement contestée au Nicaragua et par Washington.

Le numéro 2 du département d'État a adressé un ultimatum au PLC et qualifié l'ancien chef d'État de « criminel ». « Les États-Unis ne concluront aucun accord avec des corrompus comme Aleman », a-t-il prévenu.

Il a ensuite porté ses attaques contre les Sandinistes et leur leader Daniel Ortega, président de 1979 à 1990, qu'il considère comme une menace contre la démocratie.

Faisant écho aux propos de M. Bolanos dénonçant la semaine dernière « un coup d'État en train d'être échafaudé », le secrétaire d'État adjoint a prédit « un coup d'État naissant » orchestré par Daniel Ortega et Arnoldo Aleman, qui ont scellé une surprenante alliance. Ils ont voté ensemble une réforme constitutionnelle qui réduit les pouvoirs du président et réclament des élections anticipées.

Sandinistes et libéraux ont aussi entamé une procédure de levée de l'immunité du président, actuellement examinée par une commission parlementaire. Ils veulent juger M. Bolanos pour financement illégal, selon eux, de sa campagne électorale en 2001.

M. Zoellick a évoqué un « pacte corrompu entre Aleman et Ortega » et prédit que le Nicaragua pourrait perdre de ce fait de nombreux investissements et financements.

Le PLC et le Front sandiniste ont fustigé ces interventions et dénoncé une ingérence dans la vie politique du Nicaragua. Zoellick a été symboliquement déclaré persona non grata à Managua par le maire sandiniste de la capitale.

Malgré les divisions internes, les Sandinistes ont le vent en poupe et pourront compter sur l'appui du président vénézuélien Hugo Chavez qui semble décidé à leur offrir un argument de poids dans la campagne : le pétrole moins cher.